



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/02/2026

Une interview de Serge Allègre **Secrétaire Général de la FNIC-CGT**

Le 21 janvier, la FNIC-CGT a organisé un rassemblement à Paris pour les salaires, l'emploi, contre la précarité et pour la dignité. Plusieurs centaines de participants venus de toute la France représentant de nombreuses organisations de base de la fédération de la chimie étaient présents.

Deux grandes banderoles plantées sur les lieux exprimaient l'engagement de la FNIC-CGT dans la lutte de classe : "Stop à la casse industrielle ; à la répression syndicale." et la solidarité internationaliste : " La FNIC-CGT condamne l'impérialisme états-unien ; la CGT soutient le peuple vénézuélien. "

Dans son intervention, Serge Allègre, le secrétaire général de la fédération, a beaucoup insisté sur la nécessité de résistance et d'organisation de la classe pour faire face à la politique patronale et du gouvernement. Il a rappelé avec force que ceux qui créent les richesses : les travailleurs salariés doivent, non seulement exiger leur dû mais aussi travailler à renverser un ordre social fauteur de misère, de troubles et de guerre. A la suite de cette initiative Serge Allègre a bien voulu répondre aux questions de Communistes-Hebdo. Nous publions ci-dessous ses réponses à nos questions.

Question. *La FNIC-CGT a organisé le 21 janvier à Bercy un rassemblement dont les mots d'ordre étaient : "Pour faire payer le capital, l'interdiction des licenciements et des délocalisations" sont d'un haut niveau comme objectif de lutte. Tu as repris tous ces thèmes dans ton intervention. Peux-tu nous dire pourquoi est-il nécessaire de mettre la barre à ce niveau ?*

Serge Allègre : La problématique aujourd'hui est que nous en sommes contraints de revendiquer le maintien de notre emploi alors que nous avons choisi d'adhérer à la CGT pour combattre notre adversaire de classe et obtenir des avancées sociales. Non pas lui permettre de nous exploiter sans aucun retour des richesses. Nous sommes qualifiés par cette classe dirigeante de travailleurs pauvres alors que c'est elle qui est à l'origine de cette situation. N'oublions pas la problématique des aides publiques données sans aucun contrôle. A la FNIC-CGT nous ne parlons pas de contrepartie. La contrepartie que nous entendons très régulièrement est celle du maintien des emplois à minima, pas celle d'une création d'emploi qualifiés et reconnue de bonne qualité avec des classifications et de bons salaires. Pourquoi exiger des contreparties d'entreprises riches à milliards d'euros qui, de facto, n'auraient pas dû toucher le moindre centime car ces milliards d'euros d'aides publiques alimentées par des exonérations de cotisations sociales et fiscales mettent en péril notre modèle social. Nous exigeons le remboursement intégral des aides publiques lorsqu'elles sont données pour aider l'entreprise en difficulté qui doit rembourser toutes les aides perçues. Dans la chimie, plus de 100 plans de fermeture ou de restructuration qui ont déjà coûté 15.000 emplois directs et 75.000 avec les emplois induits et pour toutes ces entreprises des milliards d'€ d'aides et pourtant aucune n'est en difficulté. Toutes ces aides vont dans les dividendes des parasites que sont les actionnaires.

Question. *Tu insistes beaucoup, sur la violence patronale en matière de salaire, d'emploi et de conditions de travail. Pourquoi, selon toi, le patronat est-il si agressif ?*

Serge Allègre: La violence patronale s'exprime car le capital est arrivé à l'échéance d'un cycle d'accumulation de richesses où : soit il détruit notre classe au profit des intérêts des parasites que sont les actionnaires, soit il perd

la partie et nous parvenons à imposer le socialisme par la prise des moyens de production à la seule main des ouvriers. Le terme de nationalisation qui était presque oublié du langage de la classe ouvrière est revenu par la grande porte et commence à faire son chemin chez les travailleurs. Sur la question de l'agressivité, la seule réponse tient dans le manque de réaction de notre classe, et ça, les patrons l'ont bien compris. Il faut réapprendre à s'organiser et à mener les luttes par la grève qui elle seule a permis ces conquises. Une convergence, une stratégie de lutte pour faire changer de camp la peur entretenue par ceux qui jadis prônaient : *"mieux vaut Hitler que le front populaire"*.

Question. *Dans des conditions où les enjeux de la lutte de classe sont si élevés, n'est-il pas temps, comme tu l'as souligné dans ton intervention de faire face par une riposte énergique des travailleurs, tout en œuvrant à une organisation plus efficace de notre classe ?*

Serge Allègre: Nous sommes en train d'en crever depuis plus de 40 ans. Lorsque les socialistes de Mitterrand ont inventé le dialogue social, une pure invention patronale où certains ennemis de classe et malheureusement quelques uns de nos camarades se sont fait piéger en espérant que par le dialogue, nous réussissions à convaincre un patron qui n'a en tête que la profitabilité, et qui de fait, a des intérêts diamétralement opposés à la classe ouvrière. Tout ce qui a été conquis ne l'a été que par la lutte et celui qui pense autrement a déjà perdu la bataille des idées. A la CGT, nous avons toujours été traversés par deux courants de pensée et aujourd'hui, soit par défaitisme ou par abnégation, une stratégie de lutte convergente et reconductible fait place à une unité de façade avec le syndicalisme rassemblé qui ira toujours au minima des revendications et se fixera toujours les limites que nos anciens de 1936, 1945 et 1968 ne se sont jamais mises. Je terminerai cette question par les convictions militantes et politiques de ceux qui ont les responsabilités et qui aujourd'hui, ne jouent plus le rôle de locomotive qui leur incombe. Pour mener toute notre classe au combat il est nécessaire que ceux étant les premières lignes soient bien là et ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Question. *Après une lutte unie et déterminée, par la grève, les salariés d'Arkema ont obtenu un succès revendicatif significatif. N'y a-t-il pas là un encouragement à élever le niveau des luttes ?*

Serge Allègre : Chaque lutte menée avec ou sans victoire est de fait une victoire à la vue de ce que nous vivons dans nos usines. Un patronat qui fait allégeance au RN qui par ces propos populistes et ses choix de haine, de racisme, de xénophobie, d'antiféministes surfant sur la précarité et la souffrance dans nos rangs de prolétaires faisant de l'immigré la seule cause de leur malheur arrive à détruire les consciences des travailleurs qui les rejoignent. C'est pour toutes ces raisons que chaque lutte sonne comme un réveil de notre classe et soulève un courage dont on n'imagine pas le pouvoir. Les salariés d'Arkema, n'ont pas atteint leurs revendications par une grève reconductible, mais ont gagné bien plus que ça : le respect de la classe ouvrière qui se retrouve dans la peur du patronat qui tremble quand il voit notre capacité à nous organiser. Il ne nous reste plus qu'à multiplier ces luttes pour embraser notre classe.

Question. *La profession a été récemment marquée par l'accident survenu à l'usine chimique Elkem Silicones à Saint-Fons. Cet accident a fait deux morts et des blessés. De nombreuses non-conformités ont été commises et les mises en demeure sont n'ont pas été suivies de sanctions. Où en est-on sur ces questions de sécurité dans l'industrie chimique ?*

Serge Allègre : Tout d'abord l'industrie chimique comme d'autres ne sont pas dangereuses. Elles le deviennent par leurs choix capitalistes de recherche de rentabilité au détriment de la sécurité. Tant que ça passe ils comptent ce qu'ils ont gagné et quand ça explose ils essaient de trouver un coupable qui se retrouve être le travailleur qui n'aurait pas respecté une procédure, ou qui serait à l'origine de l'erreur mais rien sur le manque d'investissement, rien sur les demandes d'interventions réclamées par les ouvriers et que dire sur la seule responsabilité qui incombe à celui qui est garant de l'organisation de travail. Le lien de subordination qui nous est imposé par le contrat de travail serait comme par hasard différent de celui qui lie le patron à son obligation de résultats en termes de santé et de sécurité au travail. Nous jouissons d'une mauvaise image dans l'industrie chimique comme celle de pollueurs, de responsables d'atteintes à la santé publique mais ceux qui sont à la mise en place des productions ayant connaissance des produits néfastes à la production qui vont créer ses problèmes sanitaires, eux, connaissent depuis longtemps cette dangerosité et même pire ils connaissent des produits de substitution mais qui coûtent bien plus cher et bien souvent changent la marche courante des productions. Les fameux PFAS, ces polluants éternels connus de nos patrons depuis très longtemps sont à mettre sur le même plan que les problématiques sanitaires orchestrées par l'amiante.

Nous devons sans relâche porter nos revendications prioritaires de santé au travail où nos vies valent plus que leurs profits et imposer les transitions nécessaires au maintien de nos industries sur notre territoire car la fausse

bonne solution de fermer et de délocaliser ferait plus de mal que de bien. Même si notre industrie par les mauvais choix de nos patrons est polluante, elle le serait d'autant plus dans des pays dépourvus de normes environnementales et de droits sociaux.

[© Copyright](#)